Le 31-01-2020

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Par Joël Perichaud, secrétaire national du Parti de la démondialisation chargé des relations internationales.

Le 31 janvier 2020

Malgré les cris d'orfraie de Macron et sa bande il est bien attesté que les connivences entre les fonds de placement et Macron-président de la République ont débuté dès 2017. Loi Pacte et réforme des retraites sont les deux mamelles de la vache à lait que les fonds de pension et la bande de mafieux au pouvoir ont décidé de traire jusqu'à la dernière goutte. Et comme d'habitude les conseillers ne sont pas les payeurs : c'est le peuple qui règlera l'addition ! Retour sur les faits marquants de ces combines entre amis de la finance mondialisée.

Après les révélations selon lesquelles le haut-commissaire aux retraites, Jean-Paul Delevoye, n'avait pas mentionné, entre autres, sa fonction d'administrateur au sein d'un Institut de formation de l'assurance (Ifpass) dans sa déclaration d'intérêts à l'HATVP (Haute Autorité pour la transparence de la vie publique), la compromission de Macron et de son gouvernement avec BlackRock, *« fonds extrêmement attentif aux opportunités des réformes du système des retraites en France » a éclaté au grand jour.* La contre-réforme des retraites, demandée (recommandée) maintes fois par l'Union européenne, est aussi dictée par BlackRock… Qui s'en étonnera ?

A l'Elysée et à Matignon c'est table ouverte ! Les représentants du plus grand fonds d'investissement au monde, très intéressés par la loi Pacte et la réforme des retraites, ont déjà rencontré Macron à plusieurs reprises. Le lobby dont fait partie BlackRock en France, l'AFG, avait déjà multiplié les actions d'influence sur la loi Pacte auprès des dirigeants français.

Le *Canard enchaîné a* révélé que le 25 octobre 2017, l'Elysée avait reçu en grande pompe durant toute une journée (et non pas seulement durant un dîner comme évoqué dans la presse) *« le gratin de la finance mondiale, représenté par les dirigeants de BlackRock, le plus gros investisseur du monde, et par 21 gestionnaires de fonds »*.

Dans le documentaire d'Arte *«Ces financiers qui dirigent le monde – BlackRock»* diffusé en septembre 2019, le réalisateur Tom Ockers rappelle qu'Emmanuel Macron « *avait déjà rencontré Larry Fink (le PDG de BlackRock) à plusieurs reprises après sa prise de fonction »* et qu'il *«veut favoriser les privatisations en France. A cet effet, le président de la République a créé une commission dont l'un des membres n'est autre que le patron de BlackRock France, Jean-François Cirelli. Cet ancien conseiller du président Chirac […] ne cesse de réclamer un recours accru aux fonds spéculatifs pour l'assurance vieillesse ».*

CheckNews a listé les rencontres évoquées dans la presse. L'*Obs* rapporte que dès le 6 juin 2017, le PDG de BlackRock, Larry Fink, *« a été reçu en toute discrétion à l'Elysée, par le Président, et à Matignon »*. Trois semaines plus tard, le 28 juin 2017, Bruno Le Maire rencontrait Larry Fink lors d'une visite à New York autour d'un « entretien bilatéral » et d'un « dîner d'attractivité ».

Le 17 octobre 2017, le gouvernement mandatait le Comité action publique 2022 (groupe d'une trentaine "d'experts") pour travailler sur la réforme de l'Etat. Parmi ses membres, on retrouve le président de BlackRock France. C'est lui que l'on voit, à la fin du documentaire d'Arte, défendre l'épargne-retraite sur le plateau des *Echos* en juin 2018 ou sur *France info* en juin 2019.

Le 25 octobre 2017, le PDG américain Larry Fink, accompagné de dirigeants de BlackRock et de 21 gestionnaires de fonds, est de retour à Matignon et l'Elysée, lors de la journée de réception décrite par le *Canard enchaîné*. Lors de cette visite, les financiers sont chaleureusement reçus sous les ors du salon Murat de l'Elysée (où se tient le Conseil des ministres) pour y assister à des exposés de plusieurs ministres : Muriel Pénicaud, Elisabeth Borne, Bruno Le Maire et Benjamin Griveaux. Le soir, ils dînent avec des ministres et Emmanuel Macron.

Larry Fink est également à l'Elysée, le 10 juillet 2019, lorsqu'Emmanuel Macron y organise une réunion sur le climat et l'investissement… les loups sont attirés par l'odeur du sang…

Blackrock fait partie de l'AFG (Association française de la gestion financière, lobby des fonds d'investissement en France). Ce lobby n'a pas ménagé sa peine ces derniers mois afin de défendre ses intérêts dans la loi Pacte (croissance et transformation des entreprises). Sur le site de la HATVP, où les « représentants d'intérêts » doivent, avec plus ou moins de précision, déclarer leur action de lobbying, on dénombre plusieurs rencontres, en 2018 et 2019, avec des membres du cabinet de Macron, de Philippe, de Pénicaud et encore à Bercy, le plus souvent sur la question des nouveaux dispositifs d'épargne retraite contenus dans ce texte.

Dans une note de juin 2019 titrée « Loi pacte : le bon plan retraite », BlackRock liste publiquement ses recommandations, notamment au gouvernement français, afin de développer l'épargne retraite. Entre autres préconisations : « Pérenniser le dispositif législatif et les incitations fiscales de long terme », « Faciliter ou prévoir la mise en place d'incitations comportementales pour accroître le niveau des contributions volontaires », « Intégrer un volet éducation financière pour soutenir le marché cible d'épargnants qui n'ont pas accès à un conseiller financier », « Faire bénéficier les particuliers à faibles revenus de mesures d'incitations additionnelles », et « Imposer à terme la mise en place des dispositifs d'épargne-retraite de type auto-enrolment (adhésion automatique) »…

Au-delà de BlackRock, la loi Pacte et la réforme des retraites attisent l'appétit d'autres fonds américains *« La réforme des retraites, à commencer par la loi Pacte, devrait offrir de nouvelles opportunités pour les gestionnaires d'actifs pour servir le marché français »* résume un porte-parole de Pimco (fonds de gestion).

La loi Pacte et le projet de loi retraite sont complémentaires et taillés sur mesure pour les fonds d'investissement. Le nouveau Plan épargne retraite (PER), entré en vigueur le 1er octobre 2019, est fait pour développer la retraite par capitalisation en France, avec exonérations fiscales à la clef.

En plafonnant les cotisations sociales des cadres à 120 000 euros par an, Macron commence par livrer les cadres aux fonds de pensions, puis ce sera ensuite le tour de toute la population. C'est sans doute le sens donné à «un système des retraites universel »… Décidément la guerre menée par les néolibéraux n'a aucune limite. Avec Macron chef des armées, pourquoi donc se gêner ?

Mais c'est quand même sans compter avec la vigueur du peuple qui refuse de capituler ! Saluons le syndicat des cadres (la CGC) qui dit non à la réforme et défile avec la CGT, FO, Solidaires et la FSU notamment.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire